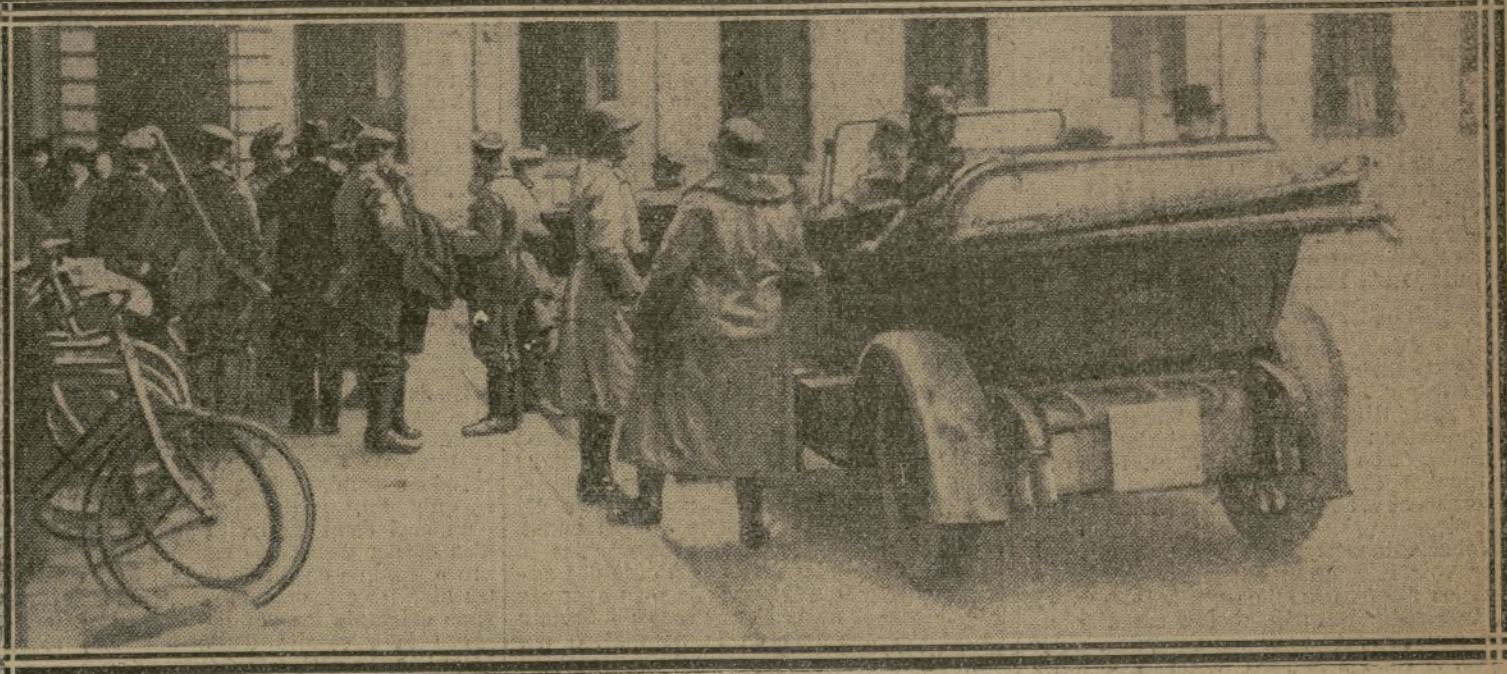


LA PLUS GRANDE MANIFESTATION SPARTAKISTE ET SA RÉPRESSION

PHOTOS RECUEILLIES A DUSSELDORF PAR L'ENVOYÉ SPÉCIAL D' "EXCELSIOR"



ARRIVÉE DES TROUPES GOUVERNEMENTALES A DUSSELDORF



LES « SOLDATS DE L'ORDRE » DEVANT L'HOTEL DE VILLE DE DUSSELDORF



LA GRANDE MANIFESTATION QUI MARQUA L'APOGÉE DU MOUVEMENT SPARTAKISTE A DUSSELDORF, CES JOURS DERNIERS

LES FUSILS ET LES MITRAILLEUSES DES SPARTAKISTES AMENÉS A LA GARE CENTRALE
Les documents que nous publions ci-dessus datent des toutes dernières journées révolutionnaires à Düsseldorf. On se rend compte, d'après la troisième de nos photos, de l'ampleur qu'ont prise dans cette ville les manifestations populaires. On remarquera qu'il y a, dans la foule, peu d'uniformes. CertainsLES « SOLDATS DE L'ORDRE » DISTRIBUENT LEURS RATIONS A LA POPULATION
journaux allemands déclarent que les véritables spartakistes étaient peu nombreux et que l'on doit attribuer la plupart des actes de pillage à des jeunes gens qui les accompagnaient. Les autres photos représentent les « soldats de l'ordre » gardant les rues, et rassemblant le butin pris aux émeutiers.

DUSSELDORF EN ÉTAT DE GUERRE

LES SPARTAKISTES SONT BATTUS ET LA RÉVOLUTION CONTINUE A COUVER

Comment les troupes gouvernementales réussissent à reprendre la ville aux émeutiers. La vie est maintenant redevenue normale, mais il y a de l'inquiétude dans l'air.

Les fameux chevaux calculateurs d'Elberfeld ont, eux aussi, été victimes de la guerre.

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

DUSSELDORF, 24 mars. — Les établissements publics occupés militairement, les mitrailleuses, les canons, les patrouilles disent tout de suite la ville en état de siège. Les magasins sont ouverts, la circulation est animée, mais il y a de l'inquiétude dans l'air : un bruit de motocyclette fait dresser l'oreille, et le moindre rassemblement fait accourir la foule.

Les spartakistes sont battus depuis plus de huit jours, mais la révolution continue à couvrir.

Le « Rathhaus » m'a rappelé nos camps de la guerre, dans la campagne de mouvement, quand nous traversions des villes encore intactes. Les officiers sont installés dans le bureau de l'oberbürgermeister : la salle de délibération du conseil sert de dortoir à la troupe ; des mitrailleuses et des caissons de munitions encombrant les couloirs ; tout est sale et en désordre.

L'oberbürgermeister qui me reçoit m'engage à aller voir le général Bergmann, commandant les forces républicaines à Düsseldorf, et, très obligeamment, met à ma disposition deux soldats pour me conduire. Cette garde, le fusil à la bretelle, ne tarde pas à attirer l'attention ; elle me fait passer pour un prisonnier et me vaut, bientôt, l'escorte d'une foule de curieux.

Le général Bergmann, absent, est remplacé par un hauptmann, qui me fournit tous les renseignements que je désire.

Düsseldorf était aux mains des spartakistes depuis près d'un mois, lorsque, au début de mars, un train amena, à l'improviste, 300 volontaires des troupes gouvernementales dont les armes et les uniformes étaient dissimulés sous des manteaux civils.

La gare était occupée par plus de 500 spartakistes, mais étaient, pour la plupart, des jeunes gens de seize à vingt ans qui n'avaient jamais été soldats. Les réguliers tirèrent dans le tas, tuèrent ou blessèrent quelques spartakistes ; les autres mirent bas les armes ou défilèrent.

L'occupation de la ville fut faite, sans coup férir, par cette petite troupe décidée. Les émeutiers étaient parvenus à s'emparer de cinq millions ; quatre furent retrouvés lorsque les banques furent reprises. Ils avaient aussi tiré du papier-monnaie, mais ce papier ne put être mis en circulation, parce que tout le monde le refusa.

A présent, le travail a repris dans quelques usines ; les journées sont calmes, mais les nuits restent agitées : Düsseldorf est toujours l'un des centres du mouvement spartakiste, et l'on a l'impression que la révolution s'y rallumerait le jour même où partirait les troupes gouvernementales.

Les déracinés

Il y a maintenant, en Allemagne, une classe nouvelle, qui se rencontre surtout dans les villes de Westphalie, près du Rhin : c'est celle des Allemands qui vécurent longtemps en Belgique.

Ils ne sont plus Allemands par les unions qu'ils ont contractées, les relations qu'ils ont nouées, les habitudes qu'ils ont prises ; ils sont, maintenant, suspects à leurs compatriotes. Ils n'ont jamais su être Belges, et, durant les années de guerre, ils sont même parvenus à se faire haïr par les Belges.

J'en ai rencontré dans les grands hôtels de Barmen et d'Elberfeld, qui s'étaient créés, à Bruxelles, des situations en vue, et qui sont là, maintenant, incertains, ne pouvant se refaire à la vie allemande et n'osant espérer un retour en Belgique.

On les reconnaît tout de suite, isolés, silencieux, le nez dans leur assiette.

Ce sont, peut-on dire, les déracinés de la guerre.

Les chevaux calculateurs d'Elberfeld

Je n'ai pas voulu passer près d'Elberfeld sans aller faire visite aux fameux chevaux calculateurs dont on parlait tant avant la guerre : n'est-ce pas auprès des héros qu'il faut parfois se consoler des gens ?

Vous vous souvenez sans doute des expériences de cet orfèvre d'Elberfeld, M. Krali, qui s'ingénia à enseigner l'arithmétique à ses chevaux, et qui obtint des résultats étonnants, auxquels s'intéressa le monde savant et qui enthousiasmèrent notre grand Muelinck.

Qu'étaient devenus Klingerhaus, les deux arabes Zarf et Muhamed, le poney Jeannot et le gros Bertho aveugle ?

Hélas ! m'a dit M. Krali, j'ai dû m'en séparer. Je ne pouvais plus m'occuper d'eux et je ne parvenais plus à me procurer de nourriture. Bertho est mort peu avant la guerre ; Klingerhaus, le premier de tous les chevaux savants, celui qui fit sensation en 1904, trépassa en 1915, emporté dans un accès de gloire ; Jeannot trotte maintenant entre deux bancards ; Zarf tire la charrette en Silesie, et Muhamed, — l'aveugle de la race chevaline, — n'est plus qu'un cheval de luxe à Düsseldorf.

Sic transit gloria mundi.

Un incident amusant qui se produisit au cours de ma visite montre le degré de surexcitation des esprits allemands, pour lesquels le bolchevisme finit par être une hantise.

M. Krali possède, dans la rue principale, un magasin d'orfèvrerie, et j'étais installé dans son bureau, devant de « mathématique hippologique », lorsqu'un de ses employés, qui ignorait ma présence, se précipita en hurlant : « Die Bolcheviken ! Die Bolcheviken ! »

Informations prises, tout est ému ; n'était-ce pas par quelques curieux qui poussaient la badauderie jusqu'à attendre ma sortie pour voir un uniforme allié. — LIEUTENANT M. B.

Le nouveau ministère prussien

BALE, 25 mars. — On mande de Berlin : Suivant le *Vorwärts*, le nouveau cabinet prussien se compose comme suit : Ministre-président, M. Hirsch ; Intérieur, M. Heine ; Justice, M. Zehner (centre) ; Œuvres, M. Baensch ; Finances, M. Sudenkum ; Agriculture, M. Braun ; Prévoyance sociale, M. Stegwald (centre) ; Chemins de fer, M. Gasser ; Commerce, M. Fischbeck.

LA LIGUE DES NATIONS

FERMES DÉCLARATIONS DE M. MORGENTHAU

L'ex-ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople nous déclare que le projet de la Conférence de Paris a l'adhésion unanime de la population des Etats-Unis.

Quelle est exactement l'opinion du peuple américain à l'égard du projet de Ligue des Nations élaboré à Paris ? Nous l'avons demandé à M. Morgenthau.

M. Morgenthau est l'un des plus éminents diplomates des Etats-Unis. Il les représentait à Constantinople, au moment où éclata la conflagration mondiale. Il est arrivé d'Amérique, il y a quelques jours, afin de prendre part, à Cannes, au congrès international de la Croix-Rouge.

Avant de quitter son pays natal, l'ancien ambassadeur l'a parcouru en tous sens avec un certain nombre de hautes personnalités politiques et littéraires des Etats-Unis, telles que MM. Taft, l'ex-président de la République ; Lowell, président de l'Université d'Harvard ; Henry van Dyke, ancien ministre à La Haye ; elles appartiennent à tous les partis. Ce voyage avait pour but la propagation en faveur de la Ligue des Nations.

On se souvient de l'opposition que rencontra, au Sénat américain et dans une partie de l'opinion des Etats-Unis, le projet élaboré à la Conférence de Paris. Il était intéressant d'avoir des informations précises sur cette situation. M. Morgenthau a bien voulu nous les donner.

Notre voyage, nous a-t-il dit, a été un véritable triomphe pour la future Ligue des Nations. Partout, à Chicago, à Atlanta, comme à San-Francisco, nous avons été acclamés par des milliers de personnes, sans distinction de parti : démocrates et républicains étaient les uns à côté des autres sur la même tribune. Je puis affirmer que le projet de la Conférence de Paris a l'adhésion unanime de la population des Etats-Unis.

Notre succès n'est point la seule preuve de cette affirmation. De grands journaux ont organisé des sortes de référendums, de scrutins régionaux. Ils ont donné des résultats remarquables : la proportion des partisans du projet est de 8 contre 1 en moyenne.

Cette indication est d'autant plus inté-



M. MORGENTHAU
ancien ambassadeur des Etats-Unis
à Constantinople

ressante que l'on pourrait, en lisant certaines informations, croire à l'existence, tant au Sénat que dans le pays lui-même, d'une opposition susceptible de mettre le projet en danger.

En ce qui concerne le Sénat, il ne s'agit que de manœuvres purement politiques. Quant aux éléments de la population défavorables à la Ligue, ils appartiennent à la partie égoïste du peuple américain, celle qui a pris pour maxime : « Res » occupons pas des autres. »

Or, le sentiment général est tout à fait différent. La très grande majorité des citoyens des Etats-Unis veut continuer sa participation à l'œuvre commencée et la mener jusqu'au bout.

On a voulu faire intervenir dans le débat la doctrine de Monroe ! Elle n'a jamais été menacée ; au contraire, par définition même, tout Etat membre de la Ligue des Nations en deviendra le défenseur.

Dites-le bien au public français : la cause de la Ligue des Nations aux Etats-Unis est gagnée.

Ces fermes déclarations de M. Morgenthau constituent, nous semble-t-il, la mise au point la plus sûre d'une question sur laquelle on avait reçu, ces temps derniers, une grande quantité d'informations contradictoires. — J. M.

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

DÉSORMAIS LE CONSEIL DES DIX SERA LE CONSEIL DES QUATRE

Cette nouvelle méthode, assure-t-on, permettrait de fixer la rédaction du traité préliminaire de paix dans une dizaine de jours.

LA NOUVELLE FORMULE : FORCE ET VITESSE

Les coups de théâtre se succèdent. Voici que le Conseil des Dix vient de changer brusquement sa méthode de travail. La presse britannique en a donné, hier, la nouvelle ; la presse française, soumise au régime du silence, n'a rien su de cet important événement.

Désormais, le Conseil des Dix sera le Conseil des Quatre : MM. Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando. Plus de séances officielles, mais des réunions privées quotidiennes, où chaque chef de gouvernement apporterait, à tour de rôle, sa contribution personnelle à la rédaction du traité préliminaire de paix. Celui-ci, grâce à la nouvelle méthode, grâce surtout à la suppression de l'étude conjointe des questions accessoires, pourrait être, assure-t-on, présenté à l'Allemagne dans une dizaine de jours.

Quels sont les motifs de ce changement radical de procédure ? Les chefs de la diplomatie alliée se sont-ils aperçus que le système de commissions et de sous-commissions employé jusqu'ici était inopérant, et qu'il était préférable, au lieu de bâtir d'un seul coup un traité de paix complet, d'en édifier d'abord le cadre, le « gros œuvre », comme on dit dans le « bâtiment » ? Ou bien les événements menaçants de l'Europe orientale les ont-ils conduits à envisager la nécessité d'une décision, sinon complète, du moins immédiate ?

Nous le saurons peut-être un jour ; pour le moment, nous n'avons point à espérer la moindre indication à ce sujet.

Quant aux résultats de la nouvelle méthode, ils ne sauraient tarder à se faire voir. L'opinion publique ne demande qu'à faire confiance à ceux qui ont pris en mains la lourde charge du règlement de compte avec les puissances centrales. Espérons qu'elle aura toute satisfaction.

D'ailleurs, le temps presse : avant même que le communisme se soit établi en Hongrie, les Allemands commencent à prendre vis-à-vis de l'Entente une attitude arrogante ; depuis les événements de Budapest, ils l'ont encore accentuée. Le meilleur moyen de mettre un terme à leur jactance est de leur donner l'impression que la Conférence de Paris ne connaît point de divergences de principe et qu'elle est décidée à aller vite et à agir avec une inébranlable énergie. Forcée et vite, telle paraît être

LES ÉVÉNEMENTS DE HONGRIE

C'EST UNE FAÇADE QUI S'ÉCROULE dit M. Bratiano, président du Conseil roumain

La position géographique de la Roumanie fait qu'elle est l'une des puissances que les événements de Hongrie peuvent le plus inquiéter. Nous avons demandé à M. Bratiano, président du Conseil roumain, ce qu'il pensait de cette menace, et il a bien voulu nous faire les déclarations suivantes :

« C'est une façade qui s'écroule et qui laisse apparaître une réalité que nous connaissons depuis longtemps, mais que certains ne voulaient pas voir. Aussi, loin de m'effrayer, les événements de Hongrie me semblent-ils avoir au moins cela de bon qu'ils mettent la plaie à nu, et que nul ne pourra plus nier le péril que nous avons signalé, à savoir que le bolchevisme est une organisation systématique, dirigée en réalité par nos ennemis, et qui menace toute l'Europe. »

« La guerre ne sera pas terminée tant que cette organisation ne sera pas détruite. »

« Sous l'apparence bolchevique s'agitent toutes les forces mises en œuvre par les puissances centrales, et destinées à empêcher le résultat de notre victoire commune. »

« En ce qui concerne la Roumanie, nous savons depuis longtemps que le premier effort de l'ennemi sera dirigé contre elle, en même temps que contre toute la péninsule balkanique, dans le dessein d'avoir la

haute main sur l'Orient, et, par Pest et Vienne, sur le centre de l'Europe. »

« La Roumanie, au surplus, restera toujours solidaire de cœur avec qui elle a lutté, et avec qui elle est en communauté de sentiments et d'intérêts. Elle constitue, en Europe, la citadelle avancée contre le péril bolchevique. »

Officiellement, calme complet

BALE, 25 mars. — On mande de Budapest :

« Suivant les nouvelles officielles parvenues de province, l'ordre et le calme règnent partout. Dans la plupart des grandes villes, l'administration est aux mains des socialistes. Un conseil des paysans a été constitué à Kerskenet. »

Mais il y aurait eu des troubles

BALE, 25 mars. — On mande de Vienne : Le *Neue Tag* publie le récit d'une personnalité venue de Budapest, disant que le régime communiste ne s'établirait pas avec autant de calme que le prétendent les comptes rendus. Dans la nuit de vendredi à samedi, des fusillades se sont produites dans toute la ville, et il y a eu de nombreux morts et blessés. Les magasins ont été pillés en quelques endroits.

LES DOMMAGES DE GUERRE

LE SÉNAT A VOTÉ HIER LE PROJET DE LOI

Mais il a modifié le texte adopté par la Chambre, principalement en ce qui concerne la question du remploi. Le projet devra donc revenir devant les députés.

A l'unanimité de 223 votants, le Sénat a voté, hier, l'ensemble du projet sur les dommages de guerre.

M. Reynald, rapporteur, a exposé auparavant les modifications apportées par la commission au texte de la Chambre.

La principale concerne, nous l'avons dit, la question du remploi. La Chambre n'accordait, en cas de non-remploi, qu'un litre inaliénable pendant cinq ans ; elle défait, d'autre part, la décision du tribunal des dommages de guerre. La commission du Sénat a pensé qu'il valait mieux attirer les sinistrés vers le remploi par des avantages spéciaux. Contrairement à la décision de la Chambre, elle a estimé aussi que des indemnités devraient être accordées pour les pertes de fonds de commerce. Les autres modifications sont de moindre importance.

Les propositions de la commission ont été adoptées avec de légères corrections.

M. Millies-Lacroix a souligné, à l'article 10, la question des moyens de paiement auxquels entend recourir le gouvernement pour assurer l'application de la loi :

« Sans doute, a-t-il dit, nous voulons que l'Allemagne paie le montant des dommages subis par les régions envahies, cela à titre de créance privilégiée. Encore faut-il disposer de moyens de trésorerie nécessaires pour les avances à faire sur les indemnités. »

Au nom du ministre des Finances, M. Leboucq, ministre des Régions libérées, a annoncé qu'un projet spécial serait déposé très prochainement à ce sujet sur le bureau de la Chambre :

« J'ajoute, a-t-il dit, que le gouvernement fait tous ses efforts pour obtenir le remboursement, par l'Allemagne, de tous les dommages subis par les régions envahies, cela à titre de créance privilégiée. Pour la deuxième fois, le projet va donc revenir à la Chambre. »

M. DANIELS A PARIS



M. ET MME DANIELS À LEUR ARRIVÉE HIER À LA GARE MONTPARNASSE

M. Daniels, sous-secrétaire d'Etat à la Marine américaine, est arrivé, hier matin, à 8 heures, à Paris, venant de Brest.

Il n'y eut aucune réception officielle. Le ministre, qui accompagnait sa femme, son fils et quatre amiraux américains, MM. Long, Griffin, Taylor, Earle, fut salué, à sa descente de wagon, par l'amiral Benson et son état-major ; le commandant Bastard, représentant le ministre de la Marine, et le capitaine de corvette Pamard, officier français de liaison auprès de la marine américaine.

Après un déjeuner rapide à l'hôtel Ritz, le ministre est allé présenter ses hommages au président Wilson.

La Grande-Bretagne reconnaît la Pologne

LONDRES, 25 mars. — Suivant une déclaration faite à la Chambre des communes par le sous-secrétaire d'Etat parlementaire, le gouvernement britannique reconnaît la Pologne comme Etat neutre souverain. Il consent à considérer comme des étrangers appartenant à une nation amie les personnes qui pourront justifier avoir des parents domiciliés en Pologne.

RAOUL VILLAIN DEVANT LE JURY

LES DÉPOSITIONS AUX ASSISES DES SOCIALISTES D'ALSACE-LORRAINE

MM. G. Weill, ex-député de Metz, Peirotes, maire de Strasbourg, et Wicky, adjoint au maire de Mulhouse, expliquent l'attitude des Alsaciens-Lorrains en 1914.

M. d'Estournelles de Constant et général Messimy viennent affirmer le patriotisme de Jaurès.

Si l'interrogatoire de Villain avait été peu de monde, l'audition des témoins devant avoir moins de succès encore. A midi, l'audience est presque vide et le prétoire désert. Le défilé des témoins n'en commence pas moins. Pendant plus de cinq heures, il s'interrompt pas. Aussi bien est-il impossible d'en donner, même rapidement, une analyse complète.

M. Léon Blum, maître des requêtes au Conseil d'Etat, fait de Jaurès, son ami, un éloge enthousiaste :

« Jaurès, dit-il, n'était pas un rhéteur comme poète, c'était Hugo, comme historien, comme homme d'Etat, comme homme de bien. Nul n'a poussé plus loin l'abnégation de soi-même. La postérité dira que Villain a abattu le plus grand et le meilleur des Français. »

Le patriotisme de Jaurès

Aux témoins qui vont suivre, députés, Reichstag et maires d'Alsace-Lorraine, M. Paul-Boncour va poser une question précise, pour répondre à ce qu'on a appelé « la noblesse des mobiles » de Villain :

« Que pensaient les Alsaciens-Lorrains, l'attitude de Jaurès, notamment à la conférence de Berné ? »

M. Weill, qui, dès la guerre, franchit la frontière pour s'engager dans l'armée française, répond que Jaurès n'a jamais cessé, maintenu à la France le droit de revendication des provinces perdues.

Tous les partis d'Alsace-Lorraine étaient d'accord avec lui. Pour ne point en chasser la guerre, ils se contentaient de demander l'autonomie, en attendant la paix. C'était la seule solution pacifique. Autant nous adions à la France l'attachement le plus tendre, autant nous portions à la paix l'amour le plus ardent. La guerre éclata, nous avons agi, et Jaurès eût été à notre tête.

A ce moment intervient M. Zévaès.

« Le parti socialiste dont faisait partie M. Weill n'était-il pas affilié à la social-démocratie allemande ? »

« Naturellement, comme maintenant le parti socialiste unifié de France. »

M. Zévaès. — Donc votre programme était bien l'autonomie dans le cadre de l'empire allemand et le rapprochement franco-allemand ?

« C'était une solution transitoire de l'intérêt de la paix. »

M. Zévaès. — Eh bien ! il y avait en Alsace un autre parti ayant un autre programme : l'Union nationale, comprenant toutes les opinions : l'abbé Wetterlé, le professeur Preiss, le rabbin Blumenthal ! Et ce parti vous l'avez combattu de toutes vos forces.

« C'était un parti clérical. Les chefs étaient d'excellents Alsaciens, ils n'étaient pas tous les Alsaciens. »

A son tour, M. Peirotes, socialiste, maire de Strasbourg, confirme les déclarations de M. Weill.

Opinion limitée aux socialistes d'Alsace-Lorraine, rectifie M. Zévaès.

A son tour, M. Henri Géraud intervient pour lire une lettre de M. Helmer, déclarant que le rapprochement franco-allemand préconisé par le parti socialiste n'était accepté par presque personne en Alsace.

« Qui donc, enfin, juge-t-on, ici, de la demande M. Géraud : M. Jaurès ou Raoul Villain ? Tout cela, c'est pour détourner l'attention. »

C'est notre devoir, riposte M. Paul-Boncour, de répondre à la « noblesse des mobiles » qu'on plaide pour Villain.

« Si je plaçais la noblesse d'un assasin, je ne serais pas digne de la robe que je porte, s'écrie M. Géraud. Nous ferons appel à la pitié du jury, voilà notre procès. »

LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous que nous y renitions ?

M. Géraud. — Oui ! avec les témoins de la partie civile. (Hilarité.)

Ce sera le seul incident de la journée. Le défilé des témoins recommence.

M. Renaudel, directeur de l'Humanité, l'intime de Jaurès, il dit toute sa douleur toute la grandeur de Jaurès, toutes ses préoccupations patriotiques et militaires. Jaurès voulait la paix, mais prévoyait la guerre. C'est pour assurer le recouvrement de l'Angleterre qu'il exigea le recul de 10 kilomètres. Et, quand on l'a assassiné, il a fait faire appel au président Wilson.

Si Jaurès s'achoua à Vienne avec les Allemands, c'était pour empêcher, par le soulèvement des socialistes allemands, le crime de leurs gouvernements.

Pour M. d'Estournelles de Constant, Jaurès était le patriotisme même, idéaliste, certes, mais pratique aussi. Il ne voulait ni la vance ni l'oubli. Il voulait le retour de l'Alsace.

Même éloge de M. Thomson, qui rappelle que Jaurès avait tout prévu, même l'intervention de l'Amérique et la Société des Nations.

Avec M. Hubert Rouger, nous assistons toutes les démarches de Jaurès et du groupe socialiste pour obtenir du gouvernement toutes les marques des sentiments patriotiques de la France, démarches que M. Renaudel précisera tout à l'heure encore. Il fut était d'assurer l'alliance anglaise.

M. Bidegaray, secrétaire de la Fédération des cheminots, nie que Jaurès fut le provocateur de la grève des cheminots. Il conseille, toujours la prudence.

Jaurès et la loi de 3 ans

Le général Messimy, ancien ministre de la Guerre, précise les conceptions militaires de Jaurès. S'il fut hostile à la loi de trois ans, c'est qu'il la jugeait inutile et insupportable. Le seul moyen de répondre à la ruée inouïable allemande était de ne faire

STOCK CONSIDÉRABLE
BUREAUX AMÉRICAINS ET FRANÇAIS
Fourniture de matériel de guerre
Classes, Coffres, etc.
BUREAUX DE LUXE
Chaises à coucher, Salles à manger
Salons, Aubains et Serrures
des plus simples aux plus riches
NOUS SOUDONS
les meubles de toutes
matières provenant de
craquelures gratuites aux
tous les Secours des
AUXILIAIRES AVANT TOUT

Garde-Mobilié JANIAUD jeune, 61, rue Richemont

LA PROPAGANDE DU PARTI CENTRAL ALLEMAND

DER EINZIGE DAMM

Soziales Recht

Bürgerliche Freiheit

Christliche Schule

Gewissensfreiheit

Arbeit

Religion

Nächstenliebe

Pflicht

Freiheit

Landwirte

Handwerker

KAUFLEUTE

INDUSTRIELLE

DAS ZENTRUM

ALLEIN VEREINIGT ALLE BERUFSSTÄNDE UND IST DARUM DIE WAHRE VOLKSPARTEI

Aus der Anarchie des brutalen Klassenegoismus retten allein die vom Zentrum vertretenen christlichen Ideale Recht, Pflicht und Nächstenliebe

TROIS DES CARTES POSTALES QUE LE CENTRE FAIT DISTRIBUER A PROFUSION EN ALLEMAGNE

Profitant du trouble jeté dans les esprits par les événements de ces derniers mois, le parti du centre, qui est le parti des nationalistes, poursuit en Allemagne une active propagande. Voici trois cartes postales qu'il fait répandre partout. La première est intitulée : « La seule digne ». On lit sur les pierres de la muraille : Devoir ; Amour du prochain ; Liberté individuelle ; Droit social ; Religion ; Bonnes mœurs ; Ecole chrétienne ; Travail ; Liberté de conscience. Et au-dessous : « Contre la vague rouge se dresse le

parti populaire chrétien : le Centre. » La deuxième nous dit : « L'idéal chrétien de droit, de devoir et d'amour du prochain, que représente le Centre, seul peut nous sauver de l'anarchie causée par le brutal égoïsme de classe. » Les différents engrenages de la troisième s'appellent : Cultivateurs, ouvriers, commerçants, industriels. Ils sont actionnés par « le Centre ». Seul il unit toutes les professions, affirme le tract. Il est, par là, le vrai parti du peuple. On peut voir que les partis modérés n'ont pas désarmé.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE 5

5 HEURES
DU
MATIN

ALAIN DARMOR

par JACQUES CONSTANT

LA CRISE EN ESPAGNE

LA GRÈVE GÉNÉRALE
ÉCLATE A BARCELONELes garanties constitutionnelles
suspendues.

MADRID, 25 mars. — On télégraphie de Barcelone : La grève générale a été déclarée aujourd'hui à midi.

Tous les ouvriers et les employés avaient commencé ce matin leur travail comme d'habitude. Vers 8 heures, une rumeur se propagea suivant laquelle la grève générale avait été déclarée. Peu de temps après, les délégués des divers syndicats recevaient l'ordre de faire abandonner le travail à midi. A l'heure indiquée, les travailleurs quittèrent les fabriques, les usines, les chantiers, etc. Les chargeurs et les ouvriers du port se rangèrent à cette décision.

Par suite de la grève, la production de l'énergie électrique est complètement arrêtée, et toutes les industries, tous les particuliers sont sans lumière. Les journaux ne paraissent plus, les maisons de commerce sont fermées, et les gares ne délivrent plus de billets. On put craindre, à un moment, que les cheminots ne participassent au mouvement. Il n'en fut rien, heureusement, et les trains circulent comme d'habitude. Par contre, les relations téléphoniques sont interrompues.

Le gouverneur de Barcelone, interrogé sur les causes de la grève, a déclaré ne pas en comprendre la raison. Des mesures urgentes sont prises pour assurer le ravitaillement de la population.

LA PARTIE CIVILE RENONCE À LA DÉPOSITION
DE M. VANDERVELDE

BRUXELLES, 25 mars. — M. Vandervelde avait partie en avion pour Paris, en vue de déposer dans l'affaire Villain ; mais il a avisé, ce matin, que la partie civile renonçait à sa déposition.

LES DOUZIÈMES PROVISOIRES

LE DÉBAT À LA CHAMBRE
SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

M. Franklin-Bouillon critique les méthodes employées à la Conférence de la paix.

La Chambre a repris, hier après-midi, la discussion des douzièmes. — Tout comme MM. Mayras, Cachin et Ernest Lafont, dont les discours avaient tenu toute la séance de la veille, ont encore demandé des explications sur la politique extérieure.

On nous conduit-on ? Comment se fait-il qu'après cent trente-cinq jours d'attente on n'ait pas encore fait un pas vers la paix ?

M. Mayras réclama, d'autre part, le renvoi de nos troupes d'Odesa. D'après lui, l'armée rouge en Russie comprendrait plus de 800.000 hommes, et serait commandée par le général Boukharine.

Un vii incident

Comme M. Cachin, M. Mayras soutint que le gouvernement ne pouvait faire la guerre en Russie sans l'assentiment des Chambres :

— Vous pouvez dire que la guerre n'a été déclarée, dit-il à M. Pichon. J'es- sayerai que vous ne vous réfugiez pas derrière ce prétexte. Et rappelez-vous que la déclaration des Droits de l'Homme disait : Lorsque la loi est violée, les citoyens ont le droit de se révolter.

Une fausse nouvelle

Le cabinet Kramar n'est pas démissionnaire

Nous avons demandé au secrétaire de M. Benes, ministre des Affaires étrangères de la République tchéco-slovaque, s'il était exact que le cabinet Kramar était démissionnaire.

Il nous a été répondu que cette nouvelle, de source allemande, était absolument fautive. Elle est d'autant plus contournée que, précisément, le différend entre agrariens et socialistes, au sujet de la réforme agraire, est définitivement aplani.

Un dirigeable anglais
tient l'air pendant 19 heures

LONDRES, 25 mars. — Le grand dirigeable R-34, qui doit tenter prochainement la traversée de l'Atlantique, a accompli un vol de 19 heures et demi au-dessus de l'Angleterre. (Petit Parisien.)

M. Millerand à Strasbourg

STRASBOURG, 25 mars. — Après avoir déjeuné chez M. Maringer, en compagnie des chefs des services, des représentants de l'industrie et du commerce, M. Millerand a réuni les banquiers, avec lesquels il a longuement traité la question de la valorisation.

Aux représentants de la presse, qu'il a reçus ensuite, M. Millerand a parlé de ses projets d'organisation administrative. Puis il a abordé la question religieuse :

— Pour le moment, a-t-il dit, le concordat continue ; mais, peu à peu, l'Alsace et la Lorraine entreront dans toutes les formes de la législation française.

Le président de la République, le président du Conseil, le maréchal Joffre ont prononcé des paroles garantissant la liberté, les coutumes et les croyances ; cette promesse sera tenue par moi.

M. Millerand partira demain pour Metz.

Le haut commissariat
de France à Washington
est supprimé

On nous communique la note suivante : Sur la proposition de M. André Tardieu, commissaire général aux Affaires Franco-américaines, le président de la République a signé un décret supprimant, à la date du 15 avril prochain, le haut commissariat de Washington.

Ceux des services qui devront être maintenus en Amérique pour quelques mois encore relèveront directement des divers départements, sous l'autorité locale d'un directeur général, qui sera M. Casenave, ministre plénipotentiaire.

Le commissariat général des Affaires de guerre franco-américaines, créé le 17 juin 1918, est maintenu avec ses attributions actuelles jusqu'au départ de l'armée américaine.

Pour rendre obligatoire
l'emploi des mutilés

La Chambre a voté, hier matin, une proposition de loi tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre.

L'accident
de la Grande-Jatte

Malgré les recherches reprises, hier matin, des Poubes, pour retirer les corps des victimes qui n'avaient pu être retrouvés la veille, quinze passagers manquent encore parmi ceux qui avaient pris place sur le bac.

A la fin de la journée d'hier, deux nouveaux cadavres ont été ramenés : ceux de Mme Gergette Bourgeois, 15, rue de Neuilly, à Clichy, et de M. Charles Hélias, 62, rue Cuvé, à Clichy.

LES COMMUNISTES HONGROIS

"L'ÉTAT DOIT DEVENIR
L'ÉTAT DU PROLÉTARIAT"Telle est la déclaration
du nouveau président.

BALE, 25 mars. — On mande de Budapest : Le président Garbai a déclaré aux fonctionnaires du gouvernement :

— Pour créer un nouvel ordre de choses, nous avons besoin de toutes nos forces de travail ; mais, naturellement, ceux qui ne peuvent pas comprendre les idées nouvelles doivent en tirer les conséquences voulues, car il est impossible de travailler avec des fonctionnaires ne comprenant pas l'esprit de la dictature du prolétariat.

Notre tâche est de libérer les travailleurs de l'oppression qu'ils ont subie jusqu'à maintenant. Notre politique extérieure depuis la révolution n'a malheureusement pas trouvé d'écho dans les pays occidentaux. Nous avons dû alors chercher des idées nouvelles du côté de l'Est, et celles-ci ont amené chez nous la dictature du prolétariat.

Chacun doit, maintenant, faire son devoir pour que l'Etat devienne un Etat des classes laborieuses.

Tous les étrangers sont arrêtés

BALE, 25 mars. — On télégraphie de Vienne :

La Reichspost apprend de Budapest qu'au cours des troubles qui ont accompagné la prise de pouvoir du gouvernement communiste, tous les étrangers, même les nationaux autrichiens, ont été arrêtés.

Arrrestation de M. Wekerlé

BALE, 25 mars. — On mande de Budapest :

Sur l'ordre du gouvernement révolutionnaire des conseils, l'ancien ministre président, M. Alexandre Wekerlé, a été arrêté, dimanche soir, et transféré à la prison centrale de Budapest.

Manifestations
contre l'Entente
en Allemagne

BALE, 25 mars. — Quoique longuement et soigneusement préparées par des affiches et par des articles de journaux ou des feuilles volantes, les manifestations en faveur de la « Dantzig allemande » et de l'unité allemande ne s'en sont pas moins terminées par un fiasco complet. Deux grandes réunions avaient été organisées. L'une (celle du matin dans le cirque Busch, LA, ont pris la parole, en outre, l'officier Richthofen, qui vient d'envahir la proposition de soumettre le traité de paix à l'approbation du peuple allemand par un plébiscite, et M. Bernstein, socialiste néo-majoritaire.

Une autre réunion avait lieu au Palais des Sports. L'orateur le plus marquant a été le chef du centre, M. Erzberger.

Ces manifestations ont donné l'occasion au général Ludendorff de faire sa première réapparition en public. Les officiers avaient organisé une assemblée le matin pour demander au gouvernement de ne signer aucun traité de paix qui ne serait pas strictement conforme au programme de M. Wilson, et ils avaient ajouté à leur résolution que le professeur Sluckling, trop internationaliste, soit exclu de la délégation à la Conférence de la paix.

Or, comme les manifestants, après l'assemblée, se dirigeaient en cortège vers le palais du chancelier, ils rencontrèrent, par un curieux hasard, le général Ludendorff sur leur passage. Le général fut immédiatement entouré de vivats enthousiastes auxquels il répondit qu'il ne put se soustraire qu'avec une peine infinie.

La reprise des courses

LES GRANDES ÉPREUVES HIPPIQUES

La Fédération des sociétés de courses s'est réunie, lundi, et a établi le calendrier des courses pour l'année courante.

Il a été décidé que les sociétés conserveraient, cette année, les journées qui leur avaient été attribuées en 1914.

La réouverture, fixée au lundi 5 mai, se fera donc à Saint-Cloud. D'une façon générale, les jeudis et dimanches, jusqu'à fin juin, appartiendront à la Société d'Encouragement ; les lundis, mardis et vendredis à la Société Sportive, et les mercredis, rendus libres par l'abstention de la Société de Sport de France, seront partagés entre la Société du Steeple-Chase et la Société du Demi-Sang, c'est-à-dire entre Auteuil et Vincennes.

La Société d'Encouragement donnera toutes ses réunions de mai et de juin à Longchamp. L'hippodrome de Chantilly étant indisponible. Le prix de Diane et le prix du Jockey-Club seront donc courus à Longchamp. D'autre part, la Société sportive d'Encouragement, qui n'a plus l'hippodrome de Saint-Ouen, mais qui a celui de Saint-Cloud, qui lui a cédé la Société du Demi-Sang, donnera toutes ses réunions d'obstacles à Enghien et ses réunions de plat indifféremment à Saint-Cloud ou à Maisons-Laffitte.

La Société d'Encouragement n'arrêtera définitivement son programme que jeudi prochain, mais les dates des grandes épreuves sont dès à présent fixées. Les poules d'essai seront courues le 18 mai, le prix de Diane le 8 juin, le prix du Jockey-Club le 15, le Grand Steeple-Chase le 22, et le Grand Prix de Paris le 29.

NOUVELLES BRÈVES

Sous la présidence de M. Ribot, MM. Sanson, député de Tournai, et Steeg, ancien ministre, parleront aujourd'hui, à la Sorbonne, de « la Belgique sans le joug ».

A l'Académie de Médecine, le professeur Besançon a déposé son rapport sur la déclaration obligatoire de la tuberculose. Il conclut à la déclaration par le malade, le père ou la mère du tuberculeux.

Les tirages financiers d'hier : Ville de Paris (Emprunt 1909) : 303.333 fr. 10.000 fr. chacun, les n° 315.946 et 322.153. (Emprunt 1910, Métro), le n° 83.103.

Des perquisitions ont été effectuées hier dans les bureaux de plusieurs gros négociants en vins de Bercy et de Charenton, qui sont incriminés de spéculation.

A Juville, près de Nancy, on arrête François Reiner, inculpé d'intelligence avec l'ennemi et d'usurpation de grade.

Le sous-marin allemand V-39, qui s'était réfugié à Carthage, est arrivé hier dans le port de Toulon.

On mande de Londres que la reine de Roumanie partira samedi pour Paris.

Un incendie s'est déclaré dans la banlieue de Milan, aux chantiers aéronautiques Agnelli. Il a détruit le dirigeable F-7 et son hangar. Trois soldats ont péri dans les flammes. Les dégâts sont estimés à deux millions.

La ville de Grodno est passée sous l'administration polonaise. L'armée rouge a été complètement défilée à Pinsk.

LES CONFLITS ANGLAIS

L'ACCORD EST CONCLU
AVEC LES CHEMINOTSLes mineurs ont repris hier
le travail.

LONDRES, 25 mars. — Officiel. — La conférence des représentants des syndicats des cheminots et du gouvernement est aujourd'hui tombée d'accord au sujet de l'interprétation des conditions offertes par le gouvernement.

On attend, maintenant, la ratification de ces conditions par les deux syndicats de cheminots. Si cette ratification se produit, il est entendu qu'on continuera les négociations relatives aux autres revendications formulées par les cheminots. Le gouvernement s'engage à faire tous ses efforts pour obtenir un règlement prompt et équitable de ces revendications.

Tout en décidant la reprise du tra-
vail, les mineurs maintiennent leurs
revendications.

LONDRES, 25 mars. — 40.000 mineurs, qui sont en grève dans le Nottinghamshire, depuis la semaine dernière, reprendront le travail à bref délai, en conséquence de l'aboutissement des négociations.

La plupart des mineurs du Sud du pays de Galles, qui s'étaient mis en grève, hier, sont retournés au travail, ce matin, sur les instances pressantes de leurs chefs. Leur nombre était d'environ 20.000. Ils maintenaient toutes les revendications formulées dernièrement par la Fédération des mineurs.

La Pologne demande
une alliance formelle
avec l'Entente

VARSOVIE, 25 mars. — La Diète discutera, mercredi, le rapport et la proposition de résolution de la commission des affaires étrangères, « demandant au gouvernement de soumettre au plus tôt à la confirmation de la Diète les conventions politiques, militaires et économiques conclues au nom de la République souveraine et exprimant, dans une forme légale, l'alliance actuelle de la Pologne avec les puissances alliées ».

Conseil des ministres

Les ministres se sont réunis, hier matin, en Conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

M. Clemenceau, président du Conseil, retenu par les travaux de la Conférence de la paix, n'assistait pas à la délibération, qui a été consacrée à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Chambre et à l'expédition des affaires courantes.

Le ministre des Travaux publics, d'accord avec ses collègues des Finances et du Commerce, a fait signer un projet de loi relatif aux ressources à affecter à l'établissement et à l'amélioration des voies de navigation intérieures et des ports maritimes.

La réforme électorale

Les députés du Nord se sont réunis, hier, sous la présidence de M. Daniel Vincent, pour examiner les conséquences du projet de réforme électorale en ce qui concerne le département du Nord.

Il ont décidé de s'opposer à tout ajournement des élections dans les régions libérées et de demander, pendant les deux périodes quinquennales qui suivront le premier recensement, le maintien numérique de la représentation actuelle.

Ces propositions seront soumises prochainement à tous les députés des régions libérées.

Retirez vos tickets de pain
et de sucre

La distribution des tickets de pain et de sucre pour les mois d'avril et de mai aura lieu dans les locaux habituels, indiqués d'ailleurs sur chaque carte d'alimentation, les samedi 29 et dimanche 30 mars courant. Il n'y a aucun changement dans le régime des rations.

UN MOUVEMENT À SUIVRE

Il arrive souvent que les mouvements destinés à produire les plus grandes conséquences prennent naissance sous une forme modeste : le montant des Bons de la Défense nationale achetés par le public en 1914 ne permettait pas de pressentir les nombreux milliards qui, depuis lors, se sont portés sur cette forme de placement. Il n'est donc pas sans intérêt de constater l'existence de nouveaux courants d'épargne, même si leur volume n'est pas très important au début.

Or, depuis l'armistice, un changement se manifeste peu à peu dans l'usage que les militaires font des petites sommes qui se trouvent à leur disposition. Soit aux armées, soit dans les dépôts, l'insouciance de la vie au jour le jour, — insouciance trop explicable par l'incertitude du lendemain, — commence à faire place à plus de calcul et de prévoyance, tant à l'égard des sommes d'argent que pour les denrées alimentaires et pour les objets d'usage courant. Les vieilles habitudes d'ordre et d'épargne pour lesquelles le peuple français était réputé émergent de nouveau à travers la surface d'indifférence économique acquise en quelques années d'aventures extraordinaires. Si la tendance héréditaire du paysan, de l'artisan et du boutiquier français à se constituer des réserves pour l'avenir reprend ainsi ses droits, il faut s'en réjouir comme de l'état d'esprit qui, avec le goût d'activité productive, répond le mieux aux nécessités présentes.

Chacun de nous a le devoir absolu d'indiquer aux nouveaux démobilisés, comme aux hommes qui se trouvent encore sous les drapeaux, les moyens faciles de placer les moindres épargnes mises de côté. Dans tous les bureaux de poste, chez les percepteurs et chez les notaires, aussi bien que dans les trésoreries, dans les recettes des finances et dans les banques, tout porteur d'une somme au moins égale à 5 francs peut se procurer de suite un Bon de la Défense nationale, remboursable à son choix dans 1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois ou un an, et productif d'un intérêt élevé.

Jean Goudard, cultivateur à la Vernelle, haïssait de toute son âme Alain Darmor sans l'avoir jamais vu.

Cette haine était née à l'occasion d'un procès que celui-ci avait intenté au premier au sujet d'une propriété mitoyenne sur la route de Chabris.

Ladite propriété, qu'on nommait la Villatte, et qui était indivise entre les mineurs Sommier, était restée en friche pendant vingt ans, par suite de dissensions familiales. Le père Goudard et, après lui, son fils Jean avaient contracté l'habitude d'y mener paître leurs bestiaux, d'y couper du bois, d'y passer avec leurs charrettes pour raccourcir le chemin quand ils allaient sulater leur vigne ou ramasser la vendange.

Et voilà que, soudain, ils avaient appris que les boqueteaux et les champs en friche étaient achetés par M^{re} Chantoiseau, notaire à Valençay, pour le compte d'un Parisien nommé Alain Darmor. Des ouvriers même étaient venus enclorre la propriété de fils de fer barbelés.

Jean Goudard, accoutumé de considérer la Villatte comme une annexe de sa vigne, s'estima spolié par ce « Parisien de malheur ». Il coupa tranquillement les fils de fer, arracha quelques poteaux et continua d'y mener paître ses bêtes avec la sérénité berchonne.

A la suite de quoi M^{re} Chantoiseau lui avait adressé une lettre de protestation, l'assurant que son client ne laisserait pas plus longtemps violer ses droits.

Malgré le respect du paysan pour le notaire, Jean ne tint aucun compte de la menace et pétiota résolument la terre de M. Darmor. Là-dessus, constat par huissier, procès-verbal, papier timbré, assignation devant le tribunal civil de Châteauroux, car le voisin grincheux exigeait cent francs par jour de dommages-intérêts.

Jean dut aller à Châteauroux constituer avocat, consulter un avocat qui l'engagea dans une demande reconventionnelle d'indemnité, « à raison du refus d'un droit de passage basé sur une possession ininterrompue emportant la prescription ». Il ne put se dispenser de laisser une provision à l'avoué, d'honorer l'avocat, et revint plein de fiel contre ce « sale Parisien ».

Si les hommes de loi lui avaient nettement affirmé qu'il était dans son tort et que les expédients proposés ne l'empêcheraient pas de perdre son procès, sans doute ne se fût-il pas acharné. Mais ces gens-là, qui ne vivent que de chicanes, se gardent bien de crier casse-cou aux malavisés qui mettent le doigt dans l'engrenage judiciaire.

Condamné en première instance, Jean interjeta appel, versa de nouvelles provisions, d'autres honoraires, fit deux fois le voyage de Bourges et commença à comprendre que ce procès, qui prenait mauvaise tournure, risquait d'engloutir tout son avoir.

En effet, la Cour d'appel confirma le jugement de première instance en aggravant le montant des dommages-intérêts. Quand l'avocat apprit à Jean, consterné, qu'il avait définitivement perdu, le malheureux demanda simplement qu'on lui montrât M. Darmor. Mais le Parisien n'était pas là. Il n'avait que faire de se déranger, puisque l'avoué « occupait » pour lui.

Par un enlèvement de paysan buté, Jean refusa de s'incliner devant la Loi et menaça l'huissier qui l'invitait à s'exécuter de bon gré. Le papier timbré se remit à pleuvoir, il y eut commandement, puis saisie immobilière en présence de gendarmes, et enfin adjudication au profit de M^{re} Chantoiseau pour quelque mystérieux client.

Quand Jean Goudard dut abandonner la maison paternelle et déménager ses maigres hardes, il s'assit, farouche, au bord du chemin, à côté de sa vieille mère qui pleurait, et il s'écria, en songeant à Alain Darmor :

« J'aurai sa peau ! »

Mais huit jours plus tard sonnait à tous les clochers le tocsin de la mobilisation.

Le jeune homme se battit à Lorette, à Verdun, fut blessé au moulin de Laffaux et obtint la croix de guerre.

Puis la vieille mère mourut et un découragement saisit le soldat, qui ne recevait plus ni lettres ni paquets. Il prolongea indûment une permission, insulta un gradé, faillit passer en conseil.

Heureusement, un capitaine intelligent le prit à part, lui lava la tête et, comprenant ce qui se passait dans cette âme misérable, le confessa amicalement :

— Alors, depuis que ta mère est morte, personne ne t'écrit ? Pas de fiancée ? Pas même de marraine ?... Le cafard, quoi ! Et si t'en dénichais une, moi, une marraine parisienne ? Mais, tu sais, pas pour la rigolade. Une femme sérieuse qui t'enverra quelques gâteries, et qui te recevra chez elle pendant tes perm's ? Alors, ça colle ?

De ses gros doigts sales, Goudard écrasa la larme qui perlait à ses cils et broya dans ses phalanges la main du capitaine.

Dès lors, il entretint une correspondance suivie avec Mlle Marthe Tarnane, rue Vélasquez, et toute la section considéra avec respect les belles enveloppes bleues qui fleurissaient le chypre, et surtout les paquets copieux qu'il recevait ponctuellement.

A sa permission, Jean se présenta rue Vélasquez. Déjà impressionné par l'ascenseur, il se sentit tout à fait intimidé au milieu du luxe raffiné de l'élegant fumoir où l'introduisait la femme de chambre. Le ton sérieux et posé des lettres lui donnait à croire que sa marraine était une femme d'un certain âge. Aussi, demeura-t-il stupide en voyant apparaître une jolie blonde, un peu oxygénée peut-être, mais à l'air très jeune, au teint éblouissant, et délicieusement habillée par le bon couturier.

Elle lui tendit la main avec un joli sourire et le mit si bien à l'aise qu'ils bavardaient bientôt ainsi que de vieilles connaissances. Comme il évoquait le pays natal, Marthe l'interrompit :

— La Vernelle, un petit village accroupi au fond d'une vallée verte où coule le Foutzon ? Mais je suis propriétaire là-bas. Mon ami, M^{re} Chantoiseau, m'a acheté un terrain pour un morceau de pain, seulement il y a eu un procès interminable à soutenir avec le voisin, et je crois même que ce voisin portait le même nom que vous.

Jean, bouleversé, la fixait :

— Non, balbutia-t-il, puisque c'est ce Darmor de malheur qui a acheté la Villatte... Et, par le menu, il fit l'exposé de ses griefs, tandis que Marthe écoutait avec attention.

— En somme, conclut-elle, ce Darmor n'a pas eu tous les torts. C'est votre obstination qui a causé le mal.

— N'empêche que si jamais je le rencontre, nous aurons un compte à régler !

Le soldat s'était levé, la figure mauvaise, et sa main joutait machinalement avec un énorme couteau catalan.

— Je vous assure, insista Marthe, qu'il n'a rien du tigre que vous imaginez et qu'il eût préféré perdre son procès plutôt que de vous savoir expulsé de votre maison.

— Vous le connaissez donc ?

La jeune femme eut un sourire qui découvrait sa denture éclatante, elle posa sur l'uni-forme bleu sa petite main aux ongles roses et déclara simplement :

— C'est moi !

Elle expliqua qu'elle était femme de lettres et qu'elle signait ses romans de ce pseudonyme masqué.

— Et maintenant, demanda-t-elle à son filleul, effondré, voulez-vous encore tuer Jean Darmor ?

— Non, répondit-il avec une finesse qu'on n'eût pas attendue de ce paysan, mais Marthe Tarnane me doit une fameuse compensation !

Jacques CONSTANT.

Les contributions
des mobilisés

Au nom de la commission de la législation fiscale de la Chambre, M. Vincent Auriol a déposé, hier, un rapport supplémentaire sur les diverses propositions concernant les impôts des mobilisés.

Il conclut à l'adoption d'un texte aux termes duquel remise intégrale de leur contribution personnelle-mobilière, due pour les années 1914 à 1919 inclus, sera accordée, s'ils ne sont pas inscrits aux rôles de l'impôt général sur le revenu :

1° A tous les mobilisés, pour chaque année au cours de laquelle ils auront été présents sous les drapeaux ;

2° Aux militaires des armées de terre et de mer renvoyés dans leurs foyers par suite d'infirmités résultant de la guerre, ainsi qu'aux veuves, orphelins et ascendants directs de ceux qui sont « morts pour la France ».

Seraient, en outre, admises à bénéficier de cette exonération les personnes ci-dessus désignées, alors même qu'elles seraient inscrites au rôle de l'impôt général sur le revenu, si elles justifient avoir obtenu une réduction de leur loyer d'habitation par application de la loi du 9 mars 1918 ; dans ce cas, le dégrèvement d'impôt serait proportionnel à la réduction du loyer des locaux sur la valeur locative desquels est assise la contribution personnelle-mobilière.

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES



DESSIN N° 84. — A QUEL LIVRE SE RAPPORTE CE DESSIN ? Répondre sur le bon revêtu du même numéro d'ordre que ce dessin et publié en tête de la première page.

COMPTABILITÉ
PIGIER
53 Rue de Rivoli
TEL. GUTENBERG 44.65

SARAH BERNHARDT
CÉLÈBRE ED. BOSTON



DERNIÈRE PHOTOGRAPHIE

Bernhardt a elle-même sculpté. C'est une tragédienne qui couronnera le buste, sur scène, et elle dira un à-propos écrit à cette occasion par un de nos plus grands dramaturges et poètes. Puis Mme Ida Rubinstein jouera un acte de *la Princesse lotharaine*, et Mme Simone, qui triomphe chaque soir dans *la Dame Épile*, aura la

interprétera dans un acte de la Samaritaine.

L'ANNIVERSAIRE DE DEBUSSY

universaire de sa mort. Dans l'assistance

Théodore Dubois, Paul Dukas, Mmes Marguerite Carré, Croiza, MM. Florent Schmitt

Roger Ducasse, André Caplet, Ruhlmann
Francell, Albers, Vienille, Arturo, Vico

André Helle, Ingelbrecht, Samazeuilh, Pierre de Bréville, Gabriel Grovlez.

Notre distingué collaborateur Louis Lalauze a remercié en ces termes les amis et les fidèles de Debussy :

— Je suis chargé par Mme Debussy de vous remercier pour être venus fidèlement à notre triste rendez-vous. Ma mission est terminée. Si l'on s'agissait de prononcer l'éloge funèbre de Debussy, je serais obligé de continuer.

ou même simplement de dire l'admirable

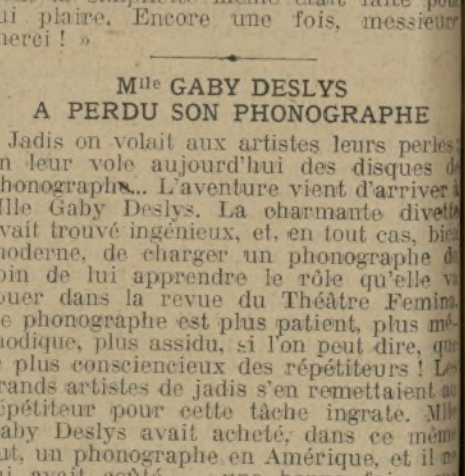
« L'an passé, à pareille époque, et dans les circonstances qui aggravait encore

humeur de sa perte, nous l'avons accompagné jusqu'à une demeure qui n'était ni

as la dernière. Ce n'est que tout récemment qu'il a pu venir reposer ici, au lieu désigné par lui dès les premières atteintes du mal qui devait l'enlever. Comme nous sommes

monument ne désigne encore sa sépulture.

ou moins, nous y avons amoncelé ces fleurs, hommage bien modeste à sa gloire, mais dont la simplicité même était faite pour



... avant cette — une bonne fois pour
toutes — que quinze mille francs ! Ce n'est
pas cher. Mais hier le disque du phon-

Le vol a été commis au Théâtre Femina. Qui doit-on accuser ? Un collectionneur, un camarade jalouse, ou tout simplement un kleptomane ? Mlle Gaby Deslys va nous obliger de nous pencher sur ce problème.

se oblige de remplacer son répétiteur.

Comédie-Française. — Demain après-midi, Mlle Barjac continuera ses heureux débuts dans *les Folies amoureuses*, rôle de la petite.
 Les transformations du Théâtre de Paris.

Depuis la fermeture du théâtre Réjane

Il devient le Théâtre de Paris, on travaillera nuit et jour à sa transformation. Les loges seront découvertes, les fauteuils plus espacés, et les baignoires supprimées. La grande entrée sera aussi modifiée. Ajoutons que le *Roi des Palaces*, de Henry Kistemaekers, qu'on répète actuellement, sera créé par MM. M...

early, Gaston Dubosc, Jean Ayme, Mmes

« **Phi-Phi** redéménage. — *Phi-Phi* ne sera plus joué au théâtre Edouard-Vaillant jusqu'à lundi prochain inclus, puis reprendra sa carrière aux Bouffes-Parisiens. M. Alphonse Franck retient la date du jeudi 3 avril, en soirée, pour la répétition générale de *la Chanson des Jeux*, opéra-buffe de M. Tiarko Richepin, livret de Albert Willemetz.

—

re dans **EXCELSIOR**:
TOUS LES JOURS, le programme détaillé
des théâtres subventionnés et des théâtres

2) avec indication des prix des places.

LE SAMEDI, le programme détaillé de TOUS les THÉÂTRES et SPECTACLES, avec les renseignements indiqués ci-dessus.

PETITES NOUVELLES

— Mlle Jeanne Desclos sera l'interprète principale de la comédie dont elle est l'auteur et qui sera créée la saison prochaine au théâtre

hel.

L'Apollo jouera une opérette de M. P. L. Fiers, adaptation
d'une pièce musicale : *The Earl and Girl*, jouée

"Tip" remplace le Beurre

ANO A QUEUE A VENDRE
Bonne occasion
passer de 10 heures à midi, chez Mme Saint-

ville, 37, rue de Naples, Paris.

1890
